



Projet pour la promotion  
des droits des peuples  
indigènes et tribaux



Organisation  
Internationale  
du Travail

**ETUDE D’EVALUATION DES BESOINS EN DEVELOPPEMENT  
ORGANISATIONNEL ET EN RENFORCEMENT DES  
CAPACITES SUR LES QUESTIONS DES PEUPLES INDIGENES  
ET TRIBAUX AU CAMEROUN**

**Février 2008**

**Consultants :**

Félix François Nkolo  
Hélène Ayé Mondo  
Dr. Albert K. Barume

# SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS .....	3
1. INTRODUCTION GENERALE.....	5
<b>1.1. RESUME EXECUTIF .....</b>	<b>5</b>
<b>1.2. OBJECTIFS DE L’ETUDE.....</b>	<b>6</b>
1.2.a. OBJECTIF GENERAL.....	7
1.2.b. OBJECTIFS SPECIFIQUES .....	7
<b>1.3. APERÇU METHODOLOGIQUE .....</b>	<b>7</b>
2. MOYENS ET OUTILS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES SUR LES QUESTIONS DES PIT AU CAMEROUN .....	8
<b>2.1. REPERTOIRE DES OUTILS PEDAGOGIQUES .....</b>	<b>9</b>
<b>2.2. REPERTOIRE DES FORMATIONS REÇUES .....</b>	<b>15</b>
<b>2.3. COMMENTAIRES DES GROUPES CIBLES .....</b>	<b>21</b>
2.3.2. SUPPORTS DE FORMATION.....	21
2.3.3. LANGUES DE DIFFUSION.....	22
2.3.4. LIEUX ET MOMENTS .....	22
3. PRINCIPAUX BESOINS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES.....	23
<b>3.1. PRINCIPAUX THEMES IDENTIFIES PAR LES GROUPES CIBLES ET MERITANT UNE ATTENTION PARTICULIERE.....</b>	<b>23</b>
<b>3.2. BESOINS DE FORMATION DES GROUPES CIBLES .....</b>	<b>25</b>
4. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS .....	28
ANNEXES 1 : LISTE DES PERSONNES ET DES ORGANISATIONS RENCONTREES.....	312
ANNEXES 2 : LITTERATURES ET DOCUMENTATIONS CONSULTEES.....	34
ANNEXES 3 : ELEMENTS DE BUDGET.....	35

## **SIGLES ET ABREVIATIONS**

AIWO-CAN : African Indigenous Women Organisation Central African network

AJVN : Association des Jeunes Volontaires de Ngaoundéré

APESS : Association pour la Promotion de l'Élevage au Sahel et en Savane

BIT : Bureau International du Travail

CADDAP : Centre d'Actions pour le Développement Durable des Autochtones Pygmées

CBCS : Cameroon Biodiversity Conservation Society

CED : Centre pour l'Environnement et le Développement

CERD : Comité des Nations Unies contre la Discrimination Raciale

CHRAPA : Centre for Human Rights and Peace Advocacy

CIFEDHOP: Centre International de Formation à l'Enseignement des Droits de l'Homme et de la Paix

CSTC : Centrale Syndicale des Travailleurs du Cameroun

DDAS : Délégation Départementale des affaires Sociales

DDDAF : Délégation Départementale des Domaines et des affaires Foncières

DDEDUB : Délégation Départementale de l'Education de Base

DDFOF : Délégation Départementale des Forêts et de la Faune

DOCIP : Centre de Documentation des Nations Unies sur les Peuples Autochtones

DPAS : Délégation Provinciale des Affaires Sociales

DPDAF : Délégation Provinciale des Domaines et des Affaires Foncières

DPEPIA : Délégation Provinciale de l'Élevage, des Pêches et des industries Animales

DPTRAVAIL : Délégation Provinciale du travail et de la Sécurité Sociale

FEMBOBAT : Femmes Mbororo Battantes

FONDAB : Foyer Notre-Dame de Bipindi

GIC : Groupe d'Initiative Commune

GICACYMA : GIC Alliance Cyrie-Mayos

GICAM : Groupement Inter patronal du Cameroun

GTPA : Groupe de Travail des Nations Unies sur les Peuples Autochtones

INADES FORMATION : Institut Africain pour le Développement Economique et Social

MAPAPPY : Méthode Approche Participative du Peuple Pygmée

MARP : Méthode Accélérée de Recherche Participative

MBOSCUDA : Mbororo's Cultural and Social Association

MINAS: Ministère des Affaires Sociales

MINDAF: Ministère des Domaines et des Affaires foncières

MINEDUB: Ministère de l'Education de Base

MINFOF : Ministère des Forêts et de la Faune

MINJUSTICE : Ministère de la Justice

MINREX: Ministère des Relations extérieures

MINSANTE : Ministère de la Santé Publique

MINTRAVAIL: Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale

OAPIDE : Organisation d'Appui aux Initiatives de Développement et Environnement

OIT : Organisation Internationale du Travail

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

PIPO : Planification des Interventions Par Objectifs

RACOPY : Réseau Recherche Actions Concertées Pygmées

REFLECT : Regenerated Freirean Libracy through Empowering Community Techniques

SIRDEP : Society for Initiatives in Rural Development and Environmental Protection

# 1. INTRODUCTION GENERALE

## 1.1. *Résumé Exécutif*

La présente étude s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet de promotion de la politique de l'OIT auprès des peuples indigènes et tribaux au Cameroun. Elle vise principalement à évaluer l'organisation et le fonctionnement des organisations des PIT et les capacités de certains groupes travaillant directement ou indirectement sur des questions qui concernent ces peuples. Cette étude fait un état des lieux des moyens de formation existants sur la problématique, les processus et mécanismes relatifs aux PIT. Par ailleurs, elle décrit et analyse les besoins de renforcement des capacités des groupes susmentionnés et qui sont constitués principalement des leaders indigènes et tribaux, des partenaires tripartites de l'OIT et de certaines ONGs.

L'étude a été réalisée dans le respect des principes de consultation et de participation chers à l'OIT et plus précisément à sa convention No169. Sa réalisation a nécessité la constitution d'une équipe de trois consultants, dont une femme autochtone Baka, la combinaison de plusieurs techniques de collectes d'informations notamment des entretiens, des visites de terrain, une revue documentaire et quelques cas d'observations directes. Au total ce sont deux organisations syndicales, six organisations des PIT, dix organisations de soutien aux PIT et 25 représentants des structures gouvernementales installées dans les départements du Mfoundi, du Haut Nyong et de la Vina qui ont été interrogés.

C'est dans un contexte d'amélioration des compétences des acteurs travaillant sur les questions des PIT au Cameroun qu'il sied de situer la présente étude commandée par le Bureau sous-régional Afrique Centrale de l'Organisation Internationale du Travail. Cette étude constitue un processus en trois phases dont la première est celle de l'identification des besoins de formation et de développement organisationnel objet du présent travail ; La deuxième phase de ce processus portera sur l'élaboration des modules et des outils de formation tandis que la dernière permettra de tester et de finaliser les différents outils élaborés. Au final, l'étude devra contribuer à développer des modules et des outils caractérisés par la simplicité de langage, la facilité d'assimilation, l'ouverture au dialogue, la fiabilité et la pertinence.

En filigrane, il ressort de cette étude que divers acteurs sont actifs sur la question des peuples autochtones au Cameroun, mais très peu d'entre eux maîtrisent les questions des PIT et/ou les processus, mécanismes et instruments juridiques qui les concernent. Ce déficit de connaissance limite leurs actions et parfois les désoriente. Il a par exemple été noté que plusieurs formations tenues sur la question des droits fonciers des peuples autochtones n'insistent pas sur les caractères, le fondement et les moyens de preuves particuliers à ces droits.

L'entendement du mot 'autochtone' reste aussi problématique ou controversé et plusieurs formations l'escamotent pour cette raison. En effet, les acteurs gouvernementaux considèrent les peuples autochtones comme étant des populations marginales qui à leur entendement sont composées outre les populations « Pygmées », Mbororo et Montagnards (qui s'auto-identifient comme peuples autochtones), des populations des îles et des criques, et les populations transfrontalières .

Il ressort par ailleurs de cette étude que divers thèmes ne sont jamais abordés au cours de des formations organisées sur les questions des PIT. Il s'agit notamment du rôle des organisations patronales et syndicales dans le suivi de la mise en application de certaines conventions de l'OIT ratifiées par le Cameroun. Les notions relatives aux droits de participation et à celui d'être consulté ont aussi paru assez mal maîtrisées au cours des formations. En termes d'outils pédagogiques spécifiques existants, l'étude révèle qu'il n'en existe presque pas, hormis des cas isolés comme les outils « MAPPAPY » ou « REFLECT » qui contiennent respectivement la méthode appropriée de travail avec les populations dites « pygmées » et la méthode à suivre pour une bonne alphabétisation (adult literacy) dans les communautés Mbororo.

La quasi-totalité des formations sur les questions autochtones au Cameroun se font à la manière de n'importe quelle autre formation. Souvent, le choix des participants, des lieux, la durée et les modes opératoires des formations est fonction des questions techniques ou de faisabilité que des questions de fond liées au mode de vie ou à la culture de la communauté autochtone concernée. L'usage des langues étrangères ou non autochtones est un autre obstacle important à une bonne adaptation culturelle des formations.

Tous ces facteurs limitants ont contribué à la régression du potentiel organisationnel des peuples autochtones au Cameroun. D'où les recommandations suivantes :

: Que des modules et outils de formation soient développés autour des thèmes suivants :

1. pour les autochtones :

- ⇒ les lois et les procédures administratives et judiciaires en vigueur au Cameroun ;
- ⇒ les pratiques coutumières à risques ;
- ⇒ la gestion des organisations ;
- ⇒ la gestion des activités génératrices de revenus.
- ⇒ l'action judiciaire ;
- ⇒ les techniques pour construire un dialogue entre les communautés et l'administration.
- ⇒ Les mécanismes juridiques de protection des droits des PIT au niveau national et international

2. pour les acteurs gouvernementaux :

- ⇒ les conventions pertinentes de l'OIT ainsi que les instruments et les mécanismes internationaux concernant les PIT ;
- ⇒ la méthodologie de travail avec les autochtones ;
- ⇒ les principes de participation et de consultation.
- ⇒ Comment concilier la lutte contre la pauvreté avec le respect des valeurs traditionnelles et le mode d'organisation sociale des PIT ?
- ⇒ Les règles à observer pour une bonne participation des PIT à la formulation des politiques publiques
- ⇒ le guide d'identification des besoins de formation dans les communautés indigènes ;

3. pour la société civile :

- ⇒ les lois et les procédures administratives et judiciaires en vigueur au Cameroun ;

- ⇒ la méthodologie de travail avec les autochtones ;
- ⇒ les techniques de lobbying et de plaidoyer ;
- ⇒ les conventions pertinentes de l'OIT ainsi que les instruments et les mécanismes internationaux concernant les PIT.
- ⇒ le guide d'animation des ateliers de formations au profit des PIT ;

4. pour les leaders et formateurs autochtones :

- ⇒ management ;
- ⇒ la gestion du cycle de projet ;
- ⇒ les lois et les procédures administratives et judiciaires en vigueur au Cameroun ;
- ⇒ les conventions pertinentes de l'OIT ainsi que les instruments et les mécanismes internationaux concernant les PIT ;
- ⇒ les techniques de lobbying et de plaidoyer ;
- ⇒ Le droit au travail et les défis culturels des PIT.

5. pour les syndicats

- ⇒ les conventions pertinentes de l'OIT ainsi que les instruments et les mécanismes internationaux concernant les PIT

## **1.2. Objectifs de l'Etude**

### **1.2.a. Objectif général**

L'objectif général de cette étude consiste d'une part à évaluer de façon participative la connaissance des questions des peuples indigènes et tribaux par les groupes cibles en vue de promouvoir et de protéger les droits des PIT et d'autre part à identifier leurs besoins de formation dans ce domaine.

### **1.2.b. Objectifs spécifiques**

La présente étude a un triple objectif :

- 1 évaluer les besoins de renforcement organisationnel et des capacités de certains groupes cibles en rapport avec les questions indigènes,
- 2 identifier et répertorier les outils de formation existants,
- 3 faire des recommandations susceptibles d'orienter les autres phases de ce processus, notamment la formulation de modules et le développement de nouveaux outils de formation.

## **1.3. Aperçu méthodologique**

Cette étude a été effectuée par une équipe de trois consultants, dont une femme autochtone Baka, spécialisés respectivement dans divers aspects des questions autochtones (juridiques, socio-culturels et genre). Sa réalisation a nécessité la combinaison de plusieurs techniques de collectes d'informations notamment des entretiens, des visites de terrain, une revue documentaire et quelques cas d'observations directes.

Les entretiens ont été menés grâce à un guide pré élaboré qui a permis de collecter auprès des groupes interrogés des informations sur les principaux points suivants :

- les capacités organisationnelles et institutionnelles des organisations des PIT,
- leur niveau de connaissance des questions, standards, outils pédagogiques,

mécanismes relatifs aux PIT et méthodologies de travail avec ces derniers,

- les limites des initiatives de renforcement des capacités,
- leurs besoins et leurs priorités en matière de renforcement des capacités ;
- leurs suggestions pour l'amélioration des initiatives de formation.

Lors des rencontres avec les organisations autochtones, l'équipe des consultants s'est intéressée, outre les points sus évoqués, à leurs réalisations physiques et à leur connaissance des objectifs du millénaire pour le développement.

Pendant les visites de terrain, des discussions en plénière ont été organisées avec les représentants des communautés et les membres des bureaux des organisations des PIT, les représentants des syndicats, des organisations nationales et internationales, ainsi que des structures étatiques au niveau national (Yaoundé) et local (Abong-Mbang, Bamenda, Mindourou, Ngaoundéré). Ces discussions ont permis de rechercher des détails sur les points essentiels du guide d'entretien et spécifiquement sur les types d'appui reçus ou offerts, les méthodes de travail utilisées dans le cadre du partenariat et les faiblesses de ce partenariat ou de certaines organisations.

La liste des personnes, institutions, organismes, ONGs rencontrées se trouve en annexes du présent document.

En ce qui concerne la revue de la littérature, l'équipe a analysé des instruments juridiques relatifs aux questions des PIT, les statuts des organisations des PIT, les rapports d'études, d'activités et ceux des séminaires, des ouvrages méthodologiques et pédagogiques en rapport avec les questions indigènes et l'analyse des besoins de formation ainsi que tout document ayant un lien avec les centres d'intérêt de cette étude.

## **2. MOYENS ET OUTILS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES SUR LES QUESTIONS DES PIT AU CAMEROUN**

Pendant la recherche, il a été constaté que la problématique du développement organisationnel et du renforcement des capacités constitue une question à laquelle les acteurs de développement semblent porter de plus en plus un intérêt particulier. Tandis que pour certains elle crée l'occasion de mettre leurs compétences et leurs savoirs au service du développement, pour d'autres, elle crée des besoins, quelquefois, difficiles à combler en raison des contraintes liées au coût, à la méthodologie, à la langue...

Cette partie de l'étude présente la liste des principaux outils pédagogiques et méthodologiques identifiés, des thèmes de formation dispensés, ayant un lien avec les questions indigènes et tribales ainsi que les opinions des groupes cibles sur la qualité des formations reçues et des outils mis à leur disposition. Nous ne pouvons pas, cependant, prétendre avoir constitué une liste exhaustive du fait même que nous n'avons pas interviewé tous les acteurs intervenant sur les questions des peuples autochtones au Cameroun.

## 2.1. Répertoire des outils pédagogiques et écrits recensés sur les questions des PIT au Cameroun

A la suite des rencontres avec les groupes cibles, et de la recherche menée, nous avons dressé une liste d'outils de formation disponibles qui peut être divisée en deux volets : les outils communs à tous les groupes et les outils spécifiques à certaines organisations. Une liste de documents de recherches pouvant aider à l'amélioration des connaissances et la compréhension des questions des PIT a également été identifiée.

Outils	Thèmes	Objectifs/ but	Groupe cible	Méthodologies	Format	Langues
<b>Outils utilisés dans toutes les formations et par toutes les organisations pour communiquer le contenu de formation et pour la capitaliser. Tous les groupes cibles sont concernés</b>						
Supports pédagogiques écrits et visuels	outils de communication utilisés pour tous les thèmes	Lire ou visualiser son contenu	Autochtones et non autochtones, agents de l'Etat	Présentation orale, visuelle, et écrite ; impression, distribution de documents aux participants	Syllabus relié, CD, présentation power point et rétroprojecteurs	Français et anglais
Rapports de formation	outils de capitalisation des formations quelque soit le thème	Capitaliser les formations	Participants lettrés	Résumé d'interventions suivies des recommandations, listes des participants, distribution par poste ou emails	Document relié de plusieurs pages	Français ou anglais
<b>Outils utilisés pour la sensibilisation dans le domaine de la santé, l'hydraulique villageoise, de la gestion des ressources forestières... L'image sert à capter l'intérêt et à faire passer le message pour les autochtones ou non.</b>						
Affiches	Gestion participative des forêts, sensibilisation sur la faune, sensibilisation sur le VIH/SIDA	Former par l'illustration	Autochtones et non autochtones, analphabètes.	Représentation d'images et dessins expressifs, explications, large distribution dans les communautés	Papier de 1m sur 0,5m	Français et anglais mais les noms des animaux sont en langue autochtone
<b>Outils utilisés par les ONGs locales et internationales ; les organisations autochtones pour maintenir les participants en éveil (chansons, danses) pour passer un message (sketch) ou pour affiner la préparation d'une formation (scénario pédagogique).</b>						
Chansons, danses, sketches	Gestion participative des forêts, sensibilisation sur la	Utiliser les éléments de la tradition pour faire passer le message	Autochtones et non autochtones, analphabètes	Puise le contenu, les mélodies et les rythmes dans les cultures locales et autochtones,	Cassette, CD, ou vidéo	Langues autochtones

	faune, sensibilisation sur le VIH/SIDA			présentations publiques, utilisations des leaders		
Scénarii pédagogiques	Outils de préparation de la formation utilisés pour tous les thèmes	Décrire le déroulement de la formation	Organisateurs des séances de formation	Définition des objectifs, choix des participants, choix des thèmes, lieu, calendrier, etc.	Document de trois à quatre pages	Français et anglais
<b>Outil essentiellement conçu pour accompagner les Pygmées. Seul INADES Formation en a la maîtrise. Les autres organisations cherchent à s'en approprier. En outre, c'est une méthodologie dispensée lors des formations des formateurs (formateurs autochtones ou non).</b>						
MAPAPPY (INADES Formation, 1999)	Formation des formateurs autochtones	Acquérir des méthodes de travail adaptées aux Baka	Formateurs autochtones	Participative avec attention particulière aux éléments culturels de la société pygmée	Un document de quelques pages	Français et langues locales
<b>Outil mis à la disposition des personnels des services de l'action sociale des Délégations du MINAS. La majorité en ignore l'existence et les autres savent à peine comment l'exploiter. Il s'agit d'un outil pour accompagner une population plus large : les marginalisés.</b>						
Guide d'intervention dans les services de l'action sociale auprès des populations marginales (MINAS, 2001)	Assistance sociale, scolarité, accès aux actes d'état civil, questions de famille,	Acquérir des méthodes de travail appropriées aux populations marginalisées	Populations marginales y compris les autochtones Mbororos et pygmées	Contact avec la communauté à travers les leaders spirituels et traditionnels. Les causeries puisant dans les éléments culturels	Un document de 13 pages, disponible pour les acteurs gouvernementaux, les ONG et les populations concernées	En Français
<b>Outil pour accompagner prioritairement les populations analphabètes. Il a été conçu avec l'appui de ActionAid International en puisant dans la MARP mais en adaptant la formation au contexte des apprenants. Le SIRDEP et MBOSCUDA sont les rares organisations à l'utiliser.</b>						
REFLECT (SIRDEP et MBOSCUDA, 1996)	accès à la justice, genre et promotion de la femme, développement agro-pastoral, santé et éducation	Adapter les formations au contexte des autochtones	formateurs autochtones, populations autochtones Mbororo	Construction des graphiques (cartes des ressources des ménages...), analyse participative en groupes thématiques, matrice de planification	document de 280 pages	En anglais
<b>Cadre pour favoriser le brassage entre les Pygmées et les Bantous en organisant une semaine</b>						

<b>d'activités sportives.</b>						
Festival pygmées (SCTC)	Culture	Valoriser la culture pygmée	Pygmées	Semaine au cours de laquelle est organisé un tournoi de football	Rapport d'activité de plusieurs pages	Français et langues locales
<b>Guide méthodologique destiné aux organisations impliquées sur les questions des PIT pour conduire des actions de lobbying dans les domaines de l'accès à la justice et du foncier.</b>						
Cheminement des actions de lobbying (RACOPY)	Injustice, accident mortel et droits fonciers	Faire acquérir la méthodologie de lobbying	Tous les acteurs soutenant les PIT	Description des éléments à constituer et les étapes à suivre.	Document de 23 pages	Français
<b>Forums périodiques regroupant les Mbororos pour examiner les problèmes auxquels ils sont confrontés et pour rechercher les solutions.</b>						
Assemblées générales (MBOSCU DA)	Cadre réservé à l'examen de tous les problèmes rencontrés par les Mbororos	Identifier les problèmes des Mbororos et en proposer des solutions	Autochtones Mbororos	Comptes rendus de la situation socio-économique des Mbororos par les bureaux provinciaux	Rapport d'assemblée générale	Français et fufuldé
<b>Hand out pour simplifier la convention sur l'élimination de toute forme de discrimination contre les femmes. Produit en anglais, son audience est réduite. Il concerne les autochtones et les non autochtones</b>						
CEDAW (CHRAPA, 2000)	Discrimination contre les femmes	Rendre facilement compréhensible la loi sur l'élimination de toute forme de discrimination contre les femmes	Autochtones ou non	Simplification de la convention sur l'élimination de toute forme de discrimination contre les femmes	Document de 44 pages	En anglais
<b>Publications destinées aux autochtones (Mbororos) et rédigées en langue autochtone (fufuldé). Publications régulières depuis 1993.</b>						
JAWDI MEN (notre richesse, 1993)	Elevage	Informers les éleveurs sur les différents aspects de leur activité :	Mbororos	Production d'un journal fortement illustré et acheminement dans le réseau APSS	Journal de 6 à 10 pages	Fufuldé et en français

		gestion, production, commercialisation, organisation des éleveurs...				
Talkuru Maroobe (lettre des éleveurs, 1993)	Réflexions philosophiques	Inciter la réflexion sur les problèmes des éleveurs Mbororos	Mbororos	Lettre d'information mise à la disposition des membres du réseau APÉSS	2 à 4 pages	Fufuldé
<b>Publications destinées à un large public et actions de lobbying</b>						
Vidéo CD FPP (2003)	Peuples indigènes et les aires protégées : du principe à la pratique (témoignage des communautés du Cameroun)	Décrire l'impact de la conservation sur la vie et l'avenir des peuples autochtones	Tous les acteurs impliqués dans les questions des peuples indigènes et tribaux	Support audiovisuel	CD	Anglais et français
Bulletins	La cartographie et la recherche sur la gestion coutumière des ressources basées dans les communautés (FPP, 2005)	Donner des informations sur la répartition spatiale et les systèmes de gestion des ressources basées dans les communautés autochtones	Tous les acteurs impliqués dans les questions des peuples indigènes et tribaux	Document rédigé et diffusé dans internet	Document pdf	Français et anglais
Lettres	La certification des essences (FPP, 2006)	Revendiquer les droits des communautés Bagyéli interdites d'accès aux UFA	Tous les acteurs impliqués dans les questions des peuples indigènes et tribaux	Document rédigé et diffusé dans internet	Document html	

	L'application des directives opérationnelles 4.20 par la BM (FPP, 2004)	Signifier à la Banque Mondiale ses défaillances dans l'application des directives opérationnelles 4.20 au Cameroun	Tous les acteurs impliqués dans les questions des peuples indigènes et tribaux	Document rédigé et diffusé dans internet	Document html	Anglais et français
Ecrits	Peuples indigènes et les aires protégées : du principe à la pratique (FPP, 2003)	Décrire l'impact de la conservation sur la vie et l'avenir des peuples autochtones	Tous les acteurs impliqués dans les questions des PIT	Etude de cas dans 7 pays d'Afrique donc le Cameroun	Document html	Anglais et français
	La facilité de l'environnement global en Afrique Centrale (FPP, 2005)	Relater les traitements infligés aux populations autochtones	Tous les acteurs impliqués dans les questions des PIT	Synthèse de 14 projets sur la biodiversité	Document html et pdf	Anglais et français
	Pipeline Tchad-Cameroun (FPP, 2003)	Evaluer sa mise en œuvre sur les populations autochtones	Tous les acteurs impliqués dans les questions des PIT	Etude de cas sur les communautés Bagyéli	Document pdf	Anglais et français
	Droits fonciers le long du pipeline (John Nelson, 2007)	Relater les mécanismes de sécurisation des droits fonciers des autochtones	Tous les acteurs impliqués dans les questions des PIT	Etude de cas dans 20 communautés Bagyéli	Document pdf	Anglais et français
	PIT et stratégies de réduction de la pauvreté au	Identifier les besoins et stratégies de réduction de la	Gouvernement Partenaires au développe	Recherche documentaire, consultation large et restreinte	Format papier et électronique	Anglais et français

	Cameroun (B.Tchoumba, 2005)	pauvreté des PIT	ment			
	Le cadre juridique de protection des droits des PIT (A. Barume, 2005)	Présenter les instruments juridiques internationaux et nationaux de protection des droits des PIT	Large public	Recherche documentaire, consultation large et restreinte	Format papier et électronique	Français
	PIT : un guide pour la convention de l'OIT N° 169	Faciliter la lecture et la compréhension de la convention N° 169	Large public		Format papier et électronique	Français et anglais
	Les Pygmées d'Afrique Centrale	Dresser un état de l'architecture « pygmée » tout en relevant les strates du passé et en projetant les évolutions du futur	Large public	Recherche documentaire.	Format de papier	français

De manière générale, il existe un nombre varié d'outils développés et utilisés dans les formations sur les questions autochtones. Mais, celles qui sont spécifiques aux PIT et directement utilisables par ces derniers sont relativement insignifiantes. Cette situation est le fait soit de la langue de communication ou de l'indisponibilité physique desdits outils. Sur le plan des outils méthodologiques, les acteurs offrant des formations, utilisent généralement les outils de la MARP comme le diagramme de Venn, le calendrier de travail ou ceux du PIPO comme l'arbre à problèmes et la matrice de planification appelée cadre logique. L'usage de la langue locale et l'adaptation des exemples aux réalités du milieu constituent les seuls éléments d'amélioration de ces méthodologies. Toutefois, MAPAPPY et REFLECT développés respectivement par une organisation d'appui aux organisations paysannes, y compris celles des PIT (INADES-Formation) et une organisation internationale travaillant avec les plus pauvres (ActionAid International) en constituent des cas isolés.

Pour accompagner les Pygmées, la MAPAPPY permet déjà de saisir les aspects sur lesquels l'attention doit être portée afin de parvenir à des résultats satisfaisants avec ce groupe de populations. Cependant, l'élaboration d'un guide, décrivant les étapes et les outils pour chacune d'elles, est nécessaire.

Ce qui est vrai pour les Pygmées ne l'est pas forcément pour les Mbororos. C'est pour cela qu'un outil spécifique aux Mbororos est à développer comme cela a été fait pour les pygmées. Les Mbororos ont déjà l'avantage d'avoir une organisation bien structurée comme APSS et qui, dans une certaine mesure, a contribué à leur émancipation par rapport aux pygmées.

La **MAPAPPY** (Méthodologie Approche Participative du Peuple Pygmée) est un outil méthodologique élaborée par INADES-Formation. Elle s'appuie sur une analyse approfondie des différents aspects de leur vie qui échappent de prime abord et la plupart du temps aux Développeurs, et au monde extérieur en général. Cette analyse de situation s'est effectuée sur le terrain, dans l'Est, le Sud et le département de l'Océan, directement avec les populations ou par l'intermédiaire de projets partenaires. Les réalités dégagées mettent en exergue la société pygmée et ses particularités. Ces dernières doivent être maîtrisées pour une meilleure communication et une réelle collaboration avec cet univers jusqu'alors mal connu et jugé selon les normes des peuples environnants déjà entrés dans la modernité.

En effet, la société pygmée est plus complexe qu'elle n'y paraît. A partir de quelques concepts fondamentaux, se dégagent des diversités multiples. La prise en compte de certains éléments déterminants de cette société s'avère essentielle à la réussite des actions de développement décidées.

Il s'agit d'analyser :

- ◆ L'état, (existence, situation et positionnement des pygmées par rapport à l'ensemble environnant) ;
- ◆ Le fonctionnement de la société pygmée ;
- ◆ La question de l'identité ;
- ◆ Le système d'éducation ;
- ◆ L'économie.

Les interactions entre ces différents éléments sont très nombreuses et très fortes. Il s'agit d'un tout indissociable.

Cet outil méthodologique est destiné aux organisations qui travaillent avec les peuples autochtones afin de leur permettre de mieux approcher, comprendre ces populations pour des projets de développement plus appropriés et bénéfiques.

## **2.2. Répertoire des formations reçues**

Les informations recueillies auprès des organisations autochtones, des ONGs locales et internationales, des structures syndicales et des acteurs gouvernementaux nous ont permis de constituer le présent répertoire des formations sur les questions des PIT au Cameroun. Cette liste, non exhaustive, présente les formations portées à notre connaissance lors de la recherche sur le terrain.

Les principaux thèmes de formation recensés sont les suivants :

<b>Thèmes</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Méthodologie</b>	<b>Organisateur</b>	<b>Bénéficiaire</b>
Citoyenneté	-Faciliter l'accès aux actes d'état civil et à la carte d'identité ; -sensibiliser aux droits et devoirs de citoyens y compris l'assistance sociale	-prise de contact avec les autorités traditionnelles et morales autochtones ; -exposés en français ou en anglais et traduction en langue autochtone -appui financier -jeux de rôle	- MINAS - ONG locales et internationales - organisations autochtones	- Pygmées - Mbororos - officiers et secrétaire d'état civil
Le droit à la terre	Donner des informations sur les procédures d'accès à la terre	-discussions communautaires - ateliers : exposés avec jeux de questions réponses	- ONG locales et internationales - organisations autochtones	- Pygmées - Mbororos - autres acteurs travaillant sur les questions des PIT
Education	-sensibiliser à l'éducation des enfants -promouvoir les formateurs autochtones	-discussions communautaires - ateliers : exposés avec jeux de questions	- ONG -organisations autochtones	- Pygmées - Mbororos
Vulgarisation des lois	- faciliter la compréhension des lois	- ateliers : exposés avec jeux de questions/réponses -hand out de quelques pages	- ONG -organisations autochtones	- Pygmées - Mbororos - Personnel des ONG
Santé	-faire connaître les droits à la santé -sensibiliser à la prévention de certaines maladies telles que le paludisme et les IST et à l'hygiène de vie	prise de contact avec les autorités traditionnelles et morales autochtones ; -causeries en français ou en anglais et traduction en langue autochtone -appui financier	- MINAS - ONG locales et internationales - organisations autochtones	- Pygmées - Mbororos
Dialogue	Promouvoir le dialogue entre autochtones et non autochtones	-prise de contact avec les autorités traditionnelles et morales autochtones ; -causeries en français ou en anglais et traduction en langue autochtone	- ONG locales et internationales - organisations autochtones	- Pygmées - Mbororos - non autochtones

Gestion durable des ressources forestières et fauniques et redistribution des revenus de l'exploitation forestière	-Donner des informations sur les zones et les espèces protégées ; -former sur les procédures d'acquisition des forêts communautaires et de gestion de la redevance forestière	prise de contact avec les autorités traditionnelles et morales autochtones ; -causeries en français ou en anglais et traduction en langue autochtone -affiches pour illustrer	- ONG locales et internationales - organisations autochtones -MINFOF	- Pygmées - Mbororos - non autochtones
Artisanat	Promouvoir l'artisanat et l'industrie autochtone	- ateliers : exposés avec jeux de questions/réponses -application sur le terrain	- ONG locales et internationales - organisations autochtones	- Pygmées - Mbororos
Accès à la justice	Promouvoir des mécanismes de défense et de jouissance des droits	-exposés -travaux de groupe -plénière -remise de documents -appui des victimes à monter leurs dossiers judiciaires.	MBOSCUDA avec l'appui de son élite -ONGs locales	-Mbororos -représentants autochtones -experts des questions autochtones
Droit de la famille	Sensibiliser sur les risques du mariage polygamique, des mariages forcés et précoces	-ateliers : exposés, jeux de rôle	MBOSCUDA avec l'appui du MINJUSTICE	Mbororos
Pratiques vétérinaires traditionnelles	Promouvoir et protéger les pratiques vétérinaires traditionnelles	prise de contact avec les autorités traditionnelles et morales autochtones ; -causeries en langues autochtones	MBOSCUDA avec l'appui de son élite	Mbororos
Agriculture et sédentarisation	Former les autochtones en techniques agricoles	- ateliers : exposés et application sur le terrain -MAPAPPY -REFLECT -MARP	- ONG locales et internationales - organisations autochtones	- Pygmées - Mbororos

Droits des peuples autochtones	Sensibiliser sur la protection internationale des droits des peuples autochtones	Présentations par des facilitateurs à l'aide d'outils comme vidéo projecteurs, power point distribution aux participants du contenu de la formation, trépieds, carnet de notes et stylo pour chaque participant etc.	- ONG locales et internationales - organisations autochtones - BIT - Ministère Italien des Affaires Etrangères	- Pygmées - Mbororos - autres acteurs travaillant sur les questions des PIT
Organisation et structuration des autochtones	Former les autochtones à la création des GIC et coopératives communautaires	- prise de contact avec les autorités traditionnelles et morales autochtones ; - ateliers/séminaires -MAPAPPY -REFLECT -MARP	- ONG locales et internationales - organisations autochtones	- Pygmées - Mbororos
Droit à l'emploi	Informers les autochtones sur leurs droits afin qu'ils ne soient plus exploités professionnellement	-réunions de travail - exposés en langues autochtones (fufuldé...)	-ONGs locales (APESS, Gicam...)	-Pygmées - Mbororos
Activités génératrices de revenus	Former au montage des microprojets	Ateliers/séminaire -MAPAPPY -PIPO -MARP -REFLECT	- ONG locales et internationales - organisations autochtones	- Pygmées - Mbororos
Gestion des conflits	- Informer sur les textes légaux qui régissent les relations entre autochtones et leurs voisins - Sensibiliser sur les meilleures manières de résoudre les différends entre les autochtones et leurs voisins	- réunions de groupe avec les populations autochtones - exposés - groupes thématiques - discussions La langue fufuldé est utilisée dans toutes ces réunions -MARP	APESS	- Mbororos
Développement local	Amener les communautés autochtones à	- prise de contact avec les autorités traditionnelles et	- ONG locales et internationales -organisations	- Pygmées - Mbororos

	élaborer leurs plans de développement.	morales autochtones ; - exposés - groupes thématiques -MAPAPPY -PIPO -MARP -REFLECT	autochtones -BIT	
Situation des peuples autochtones dans le contexte américain, européen et africain	Faire un état des lieux des questions concernant les PIT.	- exposés - - power point - Travaux de groupe - Plénière - Remise de documents	-GTPA -DOCIP	représentants des autochtones -experts des questions autochtones (autochtones ou non) -fonctionnaires des Etats en charge des peuples autochtones
Les Nations Unies et les peuples autochtones		- Cassettes - Vidéos	-CIFEDHOP	-représentants autochtones -experts des questions autochtones fonctionnaires des Etats en charge des peuples autochtones
Politiques opérationnelles sur la sauvegarde des peuples autochtones		- Exposés - Dispositifs expérimentaux - Traduction en langue autochtone	-Banque Mondiale	-ONG travaillant avec les PIT -acteurs gouvernementaux -membres de la BM
Cartographie participative (2005)	Former les participants sur l'utilisation des GPS et la production des cartes par les communautés.	- Exposés, utilisation du matériel de cartographie, pratique de cartographie sur le terrain.	Centre pour l'Environnement et le Développement (CED)	Cartographes et personnes ressources autochtones (Baka)
Les questions des peuples indigènes et tribaux	Planter les jalons pour la mise en place de mécanismes réguliers permettant la consultation et la participation des	Exposé, travaux de groupes, plénières	Bureau International du Travail (BIT)	- PIT ; - organisation représentatives des PIT ; - Syndicats des travailleurs et d'employeurs ;

	PIT aux différents processus qui les concernent.			- les partenaires gouvernementaux ; - les organisations travaillant sur les questions des PIT.
peuples autochtones et stratégies nationales de réduction de la pauvreté	Améliorer les connaissances des participants sur le processus DSRP et les questions des PIT pour accroître leur sensibilité à la définition des stratégies de développement sensible à la problématique des PIT	Exposé, travaux de groupes, plénières	Bureau International du Travail (BIT)	- PIT ; - Organisations représentatives des PIT ; - Syndicats des travailleurs et d'employeurs ; - les partenaires gouvernementaux ; - les organisations travaillant sur les questions des PIT.
sensibilisation sur les questions des PIT	Améliorer les capacités des participants sur les droits et les mécanismes de consultation des PIT dans un processus concernant le développement.	Exposé, travaux de groupes, plénières	Bureau International du Travail (BIT)	PIT - Organisations représentatives des PIT ; - Syndicats des travailleurs et d'employeurs ; - les partenaires gouvernementaux ; - les organisations travaillant sur les questions des PIT.

Les entrevues ont constitué un cadre approprié pour faire un état des lieux des actions de formation qui ont été conduites par les différents acteurs.

S'agissant des thèmes abordés, ils sont, certes, très diversifiés mais ils concernent souvent juste une population autochtone précise et réduite. Seuls les thèmes portant sur la citoyenneté, les droits, l'éducation, la santé ont été répétés et dispensés auprès d'une population plus large. En plus les thèmes liés à l'amélioration de leurs conditions d'existence ne sont pas très souvent abordés. Sans en énumérer la totalité, les formations sur l'artisanat, l'accès à la justice, les principes d'exploitation rationnelle des ressources forestières ont été rarement dispensés.

Les populations autochtones ont été les principaux destinataires des formations dispensées suivies des formateurs et les leaders autochtones. Les acteurs gouvernementaux et les personnels des ONG ont plus pris part aux formations dont les thèmes étaient stratégiques.

Pour ce qui est des méthodologies développées ou utilisées, le premier contact avec les autochtones se fait généralement au travers des vieillards chez les Baka et les ardo (chefs de village) chez les Mbororo. En dehors des adaptations telles que l'utilisation de la langue

locale ou les exemples calqués sur les éléments culturels, les méthodes et les outils introduits dans l'accompagnement des autochtones sont parfois très sophistiqués tels que les exposés avec powerpoint, trépieds, carnets de notes ou tirés des guides méthodologiques répandus comme la MARP, le PIPO ou le REFLECT.

Dans l'ensemble, les langues de travail sont l'anglais et le français. Les langues autochtones sont utilisées directement lorsqu'il s'agit des interventions appuyées par les formateurs autochtones ou lorsqu'il s'agit d'une rencontre entre autochtones. Même les supports de formation qui permettent de pérenniser les connaissances acquises sont généralement produits en français ou en anglais même quand les formations sont faites par les leaders autochtones.

Enfin, les périodes et les lieux de formation sont fixés en tenant compte des seules préoccupations des organisateurs.

### **2.3. Commentaires des groupes cibles**

Les points de vue des apprenants ont porté successivement sur les thèmes de formation reçus, les supports de formation, les langues de diffusion et les lieux et les moments de formation.

#### **2.3.1. Thèmes abordés**

Dans l'ensemble, ils ont estimé les thèmes très pertinents en rapport avec leur situation socioéconomique. Cependant, la manière de les dispenser reste à améliorer. Ainsi, ils en ont énuméré quelques constats.

#### **2.3.2. Supports de formation**

Les formats ou supports suivants sont utilisés dans les formations sur les questions autochtones au Cameroun.

- Présentations écrites et imprimées (syllabus ou hand out) mises à la disposition des participants : Ceci semble être le format le plus courant ;
- Rapports de formations sont publiés et envoyés en copies imprimées ou électroniques aux participants, avec comme objectif de servir éventuellement lors des séances de restitution à leurs communautés respectives par les participants ; (certains participants qui ne peuvent lire ou n'ont pas d'adresse postale ou électroniques n'ont pas accès à ces rapports)
- Photocopies des documents (textes de lois, politiques nationales, etc)
- Images, chansons, danses, et sketches à travers lesquels les formateurs essaient de véhiculer le contenu des messages destinés aux autochtones. Ces formats sont souvent puisés dans les coutumes, traditions et mœurs des communautés destinataires de la formation. Ils sont malheureusement très peu utilisés ;
- Affiches qui montrent un fait, un comportement, une attitude à promouvoir ou à bannir. Des sensibilisations ou formations sur des questions relatives à l'usage du

préservatif, la protection de certains animaux, et le droit d'usage des communautés autochtones forestières ont beaucoup utilisé ce format ;

- Le Ministère des Affaires Sociales (MINAS) a conçu un Guide d'Intervention en faveur des populations marginales, qui contient à la fois des éléments de fond, méthodologiques et de procédure.

### **2.3.3. Langues de diffusion**

Les formations sur les questions autochtones au Cameroun sont faites :

- En Français ou Anglais : Ce choix linguistique concerne des formations faites dans des grandes villes ou agglomérations dans lesquelles sont invités des leaders ou personnes autochtones pouvant soit écouter, lire ou écrire une des langues officielles du Cameroun ;
- Français ou Anglais traduit en langues locales : Ceci s'applique souvent aux formations faites en milieux autochtones ou dans ses environs. La traduction est faite soit par un membre autochtone soit par une personne non autochtone ;
- Langue autochtone : L'usage des langues autochtones est très peu fréquente étant donné la difficulté de trouver des personnes qui à la fois maîtrisent la langue et la matière à transmettre.

### **2.3.4. Lieux et moments**




- Les formations sur les questions autochtones au Cameroun se font souvent dans des grandes villes ou importantes agglomérations voisines aux communautés autochtones. Ainsi par exemple, l'essentiel des formations sur les autochtones Bagyeli ou Baka se tient soit à Lomié, Mindourou, Abong Mbang, Yokadouma, Bipindi, AkomII, etc. Celles à l'intention des Mbororos se tiennent généralement à Ngaoundéré, Bertoua, Bamenda, etc.
- Le choix des lieux des formations sur les questions autochtones au Cameroun est principalement guidé par des raisons pratiques comme l'accès, les facilités logistiques et des infrastructures. Des considérations comme le fait d'avoir un cadre propice à une bonne assimilation de la matière par les autochtones est souvent secondaire aux raisons pratiques.
- Les dates ou moments des formations sont aussi souvent fonction de la disponibilité des formateurs, de la disponibilité des salles et autres éléments logistiques utiles plutôt que de la disponibilité ou des pratiques culturelles des communautés bénéficiaires. Le choix des dates est aussi parfois fonction de la planification budgétaire de l'organisation ou de l'institution formatrice.

En somme, les constats des apprenants peuvent être analysés ainsi :

- Les outils qui semblent être les plus efficaces pour les communautés autochtones à savoir les danses, les sketches, les chansons, les affiches sont les moins utilisés ou alors le sont uniquement pour certains thèmes. Et pourtant ces outils peuvent servir à tous les thèmes, voir même la question foncière ;

- A la suite des présentations orales, les « hand out » ou syllabus distribués aux participants sont plus adaptés aux non autochtones ou alors aux autochtones qui peuvent facilement lire et écrire. Ces outils sont pourtant souvent indistinctement utilisés.
- Les rapports de formation ont la faiblesse de ne pas être présentés autrement que par un document écrit à distribuer soit par poste ou par courrier électronique ; ce qui limite fortement son audience et son efficacité. Etre toujours écrit en français ou en anglais est également un problème crucial ;
- Le Guide d'intervention en faveur des populations marginales donne l'impression d'être global et ne prête aucune attention particulière à la situation des peuples autochtones. S'ils sont officiellement considérés comme populations marginales, il reste que leurs droits sont particuliers par rapport à ceux d'autres groupes inclus dans cette même catégorie (les populations des îles et des criques par exemple) ;
- Il n'existe aucun guide pratique pour les formations sur les questions des autochtones. La MAPAPPY, pourrait être vue comme tel, mais cet outil présente une méthodologie qui n'aborde que la question des pygmées. En outre, MAPAPPY énonce seulement les principes à respecter sans donner les procédures à suivre et n'aborde pas les questions des autres communautés autochtones. De l'autre côté, la méthodologie REFLECT s'inspire des outils de la MARP avec la caractéristique qu'elle essaie de les adapter à la culture des concernés. Comme guide méthodologique, REFLECT a été conçu pour tous les publics avec l'appui d'une organisation internationale ActionAid International.

Au total, il y a lieu de :

-  revoir les procédures d'organisation des formations concernant les peuples indigènes et tribaux notamment : le choix des lieux et des moments correspondant à leurs valeurs et préférences ; les formations mixtes où l'on retrouve côte à côte hommes et femmes autochtones ou autochtones, non autochtones et les autres catégories sociales plus émancipées.
-  procéder systématiquement à une analyse effective des besoins de formation afin que les thèmes retenus répondent exactement à leurs priorités.
-  développer des outils qui facilitent aux autochtones l'assimilation et la capitalisation des formations.

### **3. PRINCIPAUX BESOINS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES**

Le dialogue engagé sur le développement organisationnel et les actions de renforcement de capacités ont permis d'identifier chez les groupes interrogés, plusieurs besoins en rapport avec ces éléments. Ces besoins feront l'objet d'une présentation détaillée par groupe cible après que nous avons dressé la liste des thèmes identifiés comme dignes de grand intérêt pour tous les groupes cibles

#### ***3.1. Principaux Thèmes identifiés par les groupes cibles et méritant une attention particulière***

Les groupes interrogés ont identifié une pluralité de thèmes qui, selon eux, devraient mériter une attention particulière. Ils ont justifié leur choix par trois groupes de raisons parmi lesquelles :

- l'amélioration de leurs connaissances sur les droits politiques, sociaux économiques et culturels des PIT, leurs problèmes, les défis pour leur développement, les mécanismes nationaux et internationaux les concernant, les méthodes de travail avec ces peuples. Le deuxième motif porte sur les insuffisances des outils existants qui abordent peu ou pas du tout certains thèmes ;
- l'inexistence d'outils sur les questions indigènes développés spécifiquement en fonction d'une cible comme les PIT, Syndicat, Gouvernement, ONG à forte/faible capacité...
- la recherche de la pertinence des thèmes au regard des défis de changement de politiques, de lois et des pratiques sur les questions des PIT et du respect de leurs droits.

Ces thèmes, en effet, concernent au même titre tous les acteurs impliqués dans les questions des PIT et sont les suivants :

### ***Droits fonciers des autochtones***

- Seuls les acteurs non gouvernementaux et internationaux abordent cette thématique au cours des formations sans toutefois la cadrer avec les réalités ;
- Les spécificités du droit foncier autochtone ne sont pas souvent mises en exergue, la majorité des formations se limitant à plaider pour des droits fonciers autochtones similaires à ceux d'autres communautés ;
- Il est important de souligner que les droits fonciers des autochtones devraient être compris comme moyens de protection de leur mode de vie à savoir la chasse, la cueillette, et l'élevage. Il s'avère malheureusement que le contour donné au droit foncier autochtone a pour base la sédentarisation, expression de la culture agricole différente de celle des autochtones qui vivent au Cameroun.

### ***L'étendue des principes de participation et de consultation***

- Plusieurs intervenants auprès des autochtones, particulièrement les acteurs non gouvernementaux, pensent que ces principes de participation et consultation s'imposent uniquement aux gouvernements. Par conséquent très peu des formations organisées sur les questions des autochtones ont respecté ces principes ;
- L'étendue de ces règles est aussi très peu connue ;

### ***Autres conventions pertinentes du BIT, instruments et mécanismes internationaux pertinents***

- Presque toutes les formations sur les questions autochtones au Cameroun se focalisent sur la Convention 169 et font rarement mention d'autres conventions pertinentes du BIT telles la Convention sur le travail des enfants, la convention contre le travail forcé, la convention contre la discrimination en milieux de travail et bien d'autres ;
- Moins d'1% des formations ont ciblées les mécanismes internationaux de protection des droits des peuples autochtones ;

- La mise en application des Objectifs du Millénaire pour le Développement est aussi absente des thèmes abordés ;

### ***Pratiques coutumières à risque***

- De nombreuses pratiques telles que les mariages forcés et précoces, le refus d'envoyer des enfants filles à l'école, résultent des parents eux-mêmes. Ils les soutiennent par attachement à certains mécanismes sociaux, par cupidité ou par ignorance de leurs implications sur la vie de leurs enfants.

### ***Participation égale à la gestion des affaires de l'Etat***

- Les autochtones se singularisent par une certaine atomisation et leur regroupement peut servir de contrepoids aux discriminations et abus dont ils sont victimes ;
- Le qualitatif doit primer sur le quantitatif. Par exemple un atelier sur l'établissement des CNI, doit bien faire comprendre aux autochtones l'importance de ces documents, les droits et libertés qui y sont attachés et non venir uniquement les leur distribuer,
- Plusieurs acteurs ne comprennent pas que l'égalité des droits n'exclut pas des mesures de discrimination positives en vue d'arriver à une égalité en faits, ainsi que le recommande aux Etats le Comité des Nations Unies contre la discrimination raciale (CERD) ;

Cependant, des besoins spécifiques aux différents groupes cibles ont été identifiés.

## **3.2. Besoins de formation des groupes cibles**

### ***A. Les autochtones***

Les thèmes de formation suivants semblent prioritaires aux peuples autochtones :

- La connaissance des lois et conventions applicables au Cameroun. Il ressort clairement que les abus dont sont victimes les autochtones, sont le fait de l'ignorance des lois camerounaises et des procédures judiciaires. De même il est clairement établi que les communautés autochtones qui possèdent une élite intellectuelle et représentée sur les plans administratif et des affaires ne sont jamais attaquées.
- L'éducation parentale : de nombreuses pratiques telles que les mariages forcés et précoces, le refus d'envoyer des enfants filles à l'école, résultent des parents eux-mêmes. Ils les soutiennent par attachement à certains mécanismes sociaux, par cupidité ou par ignorance de leurs implications sur la vie de leurs enfants.
- La gouvernance : Ce thème s'adresse spécifiquement aux autorités traditionnelles qui se livrent à de nombreux abus d'autorité sur leurs concitoyens et à la corruption.
- L'organisation des groupes de pression : Les autochtones se singularisent par une certaine atomisation et leur regroupement peut servir de contrepoids aux discriminations et abus dont ils sont victimes ;
- Suivi communautaire des programmes gouvernementaux et internationaux tels les OMD ;
- les mécanismes de plainte au niveau national et international ;

- la défense des droits en justice
- les techniques pour construire un dialogue entre les communautés et l'administration

### ***B. Les acteurs gouvernementaux***

Ils jouent un rôle très important dans la société puisque l'initiative des lois et règlements leur incombe. En plus ils appartiennent au cercle de prise de décisions. Compte tenu de ces deux paramètres, leurs besoins de renforcement de capacités s'articulent autour des points suivants :

- La connaissance de la convention sur les peuples indigènes et tribaux. La maîtrise des dispositions de cette convention éveillera leur attention sur la spécificité de ces peuples dans les prises de décision. Actuellement, toutes les lois camerounaises s'appuient sur le principe de l'égalité de tous devant la loi. Et en matière de prise de décision, c'est le principe de l'équilibre géographique qui, implicitement, est appliqué. Et par rapport à cet espace géographique, c'est souvent le groupe sociologique le plus en vue qui représente la région.
- La méthodologie de travail avec les autochtones. S'agissant de peuples assez différents par leur culture, il est important d'utiliser la méthode de travail adaptée à leur mode de vie ;
- Caractère collectif et fondement culturel des droits fonciers autochtones ;
- Etendue du principe d'égalité devant la loi, qui ne veut pas dire exclusion de toute mesure de discrimination positive ;
- Rôle et position du Cameroun sur la question autochtone au niveau international ;
- Normes nouvelles de conservation et de protection de la nature en symbiose avec les droits des communautés autochtones ;
- Standards internationaux pour l'éducation, la promotion des soins de santé, et l'artisanat en milieux autochtones ;
- Clarification du concept autochtone par rapport aux concepts voisins comme minorités, populations vulnérables, etc. ;
- Etendue et conditions requises par les standards internationaux en vue de garantir aux autochtones le droit d'être consulté et celui de participer dans les décisions et politiques qui les affectent ;
- Multiples dimensions du travail forcé, travail de l'enfant, discrimination dans le domaine de l'emploi, etc. ;
- Comment concilier la lutte contre la pauvreté avec le respect des valeurs traditionnelles et le mode d'organisation sociale des PIT ?
- Les règles de bonne participation des PIT à la formulation des politiques publiques.

### ***C. Les acteurs de la société civile***

Pour la plupart, ils accompagnent les initiatives des communautés autochtones et veillent sur la légalité des actions gouvernementales. Et à cet égard, leurs capacités devraient être renforcées dans les domaines suivants :

- La méthodologie de travail avec les autochtones. Pour les mêmes raisons que les acteurs gouvernementaux, mais surtout parce que d'une part, ils mènent des actions de proximité auprès de ces peuples et d'autre part, l'appui aux autochtones constitue pour certaines organisations l'essentiel de leur raison d'être.
- La connaissance des lois du Cameroun, des conventions internationales et des procédures judiciaires. Pour mieux accompagner les peuples autochtones, les acteurs de la société civile doivent être bien imprégnés dans ces domaines ;
- La connaissance des mécanismes internationaux de protection et de promotion des droits des peuples autochtones. Pour un élargissement de moyens de recours ;
- La capacité de susciter l'engagement et les efforts du Cameroun au niveau international sur la question des autochtones ;

Il est souhaitable en effet que la société civile soit formée au même niveau de connaissance que les agents gouvernementaux en vue de garantir un meilleur suivi. Tous les thèmes repris pour les agents gouvernementaux sont aussi pertinents pour la société civile

### ***D. Les leaders et formateurs autochtones***

Pour ce groupe, interface entre les intervenants et les populations à la base, les thèmes de formation, ci-après, ont été identifiés, en plus de ceux qui ont été retenus par les autochtones :

- Techniques de mobilisation sociale : Bien que faisant partie des communautés autochtones, les leaders et formateurs mobilisent difficilement les leurs.
- Elaboration des projets : Les leaders ont senti la nécessité de mobiliser les populations autour des projets de développement. C'est à travers ces instruments que leur motivation est perçue.
- Management : La conduite des organisations tant sur les plans humain, financier que matériel leur impose certaines compétences dans le domaine du management.
- Mécanismes internationaux de protection et de promotion des droits des peuples autochtones ;
- Engagements et efforts du Cameroun au niveau international sur les questions des autochtones ;

### ***E. Syndicats et patronats***

- Importance de la question des peuples autochtones au sein de l'OIT. Ceci parce que les syndicats et patronats camerounais ne prêtent aucune attention particulière à la question des autochtones ;
- Syndicats et organisations patronales méritent d'être formés sur les mécanismes internationaux du BIT par lesquels ils peuvent assister les autochtones. Ceci est

particulièrement lié aux voies de suivi du respect des conventions du BIT ratifiés par le Cameroun ;

- comment assurer un accès à l'emploi des PIT respectueux de leur vie culturelle ?

#### **4. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

Au terme de notre étude nous avons abouti à des conclusions portant sur la participation aux activités de formation, l'approche et le contenu des formations. Et nous avons par la suite élaboré des recommandations.

##### **CONCLUSION**

La réalisation de cette étude a permis de tirer des conclusions qu'il convient de relever :

##### ***Par rapport à la participation aux activités de renforcement des capacités :***

- Choix des participants : La majorité des formations pertinentes regroupent à la fois les participants autochtones et non autochtones. Cette formule a l'avantage de servir d'occasions d'échanges d'expériences, mais elle a les limites de ne pas être un cadre approprié d'expression libre pour les communautés autochtones camerounaises, qui souvent se sentent intimidés à cause des préjugés et stéréotypes négatifs que leurs concitoyens ont à leur égard. Ceci est particulièrement le cas au cours des formations regroupant également des autorités locales, des agents de l'Etat ou d'autres personnalités importantes. A pareilles occasions en effet, les autochtones ne peuvent s'exprimer sur certaines violations des droits dont sont auteurs ces mêmes autorités, représentants de l'Etat ou personnalités. Par ailleurs, il s'avère que ce sont quasiment les mêmes personnes autochtones et non autochtones qui sont invitées à presque toutes les formations. Malheureusement, la restitution est rarement faite à la base avec pour corollaire le maintien de la majorité dans l'ignorance ou le cloisonnement des connaissances.
- Niveau des participants : Il est fréquent que tous les participants à une formation sur les autochtones n'aient pas les mêmes capacités d'assimilation du contenu desdites formations. Ceci pousse les formateurs à éviter d'élever le niveau ou à le baisser afin de capter en permanence l'attention de tous les participants. Ceux des formateurs qui ne veulent pas jouer sur cette balance, du reste difficile à tenir, laissent certains participants insatisfaits ;
- Le nombre des participants : plusieurs formations tenues au Cameroun sur les questions autochtones ont un nombre de participants au-delà d'une vingtaine. Certaines vont jusqu'à plus de trente. Bien que le nombre ne soit pas un problème en soi, dépasser un certain niveau affecte les chances d'assimilation, le temps consacré aux débats ainsi que la participation effective de tous.

*Par rapport à l'approche des activités de renforcement des capacités:*

- Choix des thèmes : Il est un constat quasi général que les thèmes développés au cours de la majorité des formations sur les autochtones au Cameroun sont choisis sur la base d'un programme d'action préconçu des intervenants. Même ceux qui recourent aux méthodes participatives arrivent quasiment au même résultat puisque très souvent ce sont leurs perceptions des situations, leurs connaissances et ce qu'ils souhaitent atteindre qui prédominent dans le choix des thèmes. Ainsi par exemple, lorsqu'une organisation non gouvernementale a une idée d'un problème des cartes nationales d'identité en milieu autochtones, elle inclut automatiquement cette question parmi les thèmes de ses formations.
- Exposés de type traditionnel au cours desquels des facilitateurs utilisent divers supports (hand out, rétroprojecteurs, carnets et stylos, etc.). Il ressort qu'au cours de ces séances, des participants autochtones ne suivent pas entièrement les contenus desdits exposés. Le décor des salles et la technologie des outils utilisés prennent parfois une importante partie de l'attention des participants autochtones.
- Les langues : Plus de 80% des formations font usage du français traduit en langues locales ou alors pas du tout. Compte tenu du niveau très élevé d'analphabétisme en milieu autochtones, l'usage du français limite sensiblement la sphère des potentiels participants aux formations. Les traductions rendent les séances lourdes et difficiles à suivre par plusieurs participants autochtones, qui conséquemment somnoient et perdent l'attention étant donné que plusieurs n'ont que leur mémoire pour enregistrer tous ces multiples messages ;
- Éléments culturels d'approche : plusieurs formations ne prennent pas en compte certains éléments culturels relatifs à la tenue des rencontres communautaires. Dans certaines communautés autochtones par exemple, l'on ne peut faire asseoir des hommes aux côtés des femmes et vice-versa sans affecter leur capacité d'expression et d'assimilation. Ignorer un détail de ce genre peut avoir un impact négatif sur une formation. Les méthodes et mécanismes traditionnels de communication ne sont pas souvent pré-identifiés et utilisés et pourtant ils sont efficaces et facilitent la transmission des messages. L'usage des chants et danses comme moyen de vulgarisation des messages de lutte contre le VIH/SIDA se sont, par exemple, révélés très productifs chez les Baka. Le Foyer Notre Dame de Bipindi (FONDAB) a aussi inclus divers éléments culturels Bagyeli dans les méthodes d'enseignement d'enfants Bagyeli.
- Lieux, durée et période des formations : Ainsi qu'il a été constaté par l'étude, le choix des lieux, des durées et des périodes de la majorité des formations est plutôt dicté par des contraintes logistiques, budgétaires et pratiques et non la disponibilité des participants autochtones. Faute d'infrastructures d'accueil en milieu autochtones, il n'y a presque pas des formations qui s'y tiennent. Ne pas prendre en compte les calendriers culturels et sociaux des communautés bénéficiaires peut rendre une formation inefficace. Ainsi par exemple organiser une formation en milieu Baka sans tenir compte de la saison de collecte de miel aurait un impact négatif sur la participation. Une ONG locale qui travaille avec les femmes Mbororo a par exemple indiqué que les fêtes de mariage et de baptême constituent des moments propices pour ses campagnes de sensibilisation autour de

certaines questions. Par ailleurs, la durée devrait tenir compte de la capacité d'absorption des autochtones ;

***Par rapport au contenu des formations et outils pédagogiques et méthodologiques utilisés:***

- Les thèmes de formation développés : L'étude révèle que les formations dispensées par les acteurs gouvernementaux abordent, par ordre d'importance, les thèmes relatifs à : la citoyenneté (65%), à la santé et à l'éducation (25%), à la gestion des ressources forestières et fauniques (5%) et aux activités génératrices des revenus (5%). Les acteurs de la société civile abordent presque dans le même ordre d'importance ces thèmes, mais ils touchent aussi à des thèmes plus sensibles tels que le foncier et l'accès à la justice.
- Duplication : Il ressort également que plusieurs intervenants tiennent des formations quasiment identiques pour les mêmes communautés. Il n'existe pas une quelconque synergie entre acteurs en matière de formation sur les questions des peuples autochtones, pas même ceux regroupés au sein du Réseau Recherche Actions Concertées Pygmées (RACOPY). Par ailleurs, il ne semble pas exister un enchaînement logique dans l'organisation des formations et il se passe beaucoup de temps entre deux ateliers.
- La diffusion des produits de la formation : Les supports des formations tels les rapports de formation et autres produits de nature à pérenniser les connaissances acquises ne sont pas efficacement distribués. Les organisateurs se limitent à une distribution électronique ou parfois postale, des moyens de communications auxquels plusieurs autochtones n'ont pas accès. Et même lorsque ces supports arrivent à destination, le style et leur langue de diffusion constituent des barrières supplémentaires à leur utilisation.

## RECOMMANDATIONS

Compte tenu des faits et analyses qui précèdent, cette étude recommande :

: Que des modules et outils de formation soient développés autour des thèmes suivants :

1. pour les autochtones :

- ⇒ les lois et les procédures administratives et judiciaires en vigueur au Cameroun ;
- ⇒ les pratiques coutumières à risques ;
- ⇒ la gestion des organisations ;
- ⇒ la gestion des activités génératrices de revenus.
- ⇒ l'action judiciaire ;
- ⇒ les techniques pour construire un dialogue entre les communautés et l'administration.
- ⇒ Les mécanismes juridiques de protection des droits des PIT au niveau national et international

2. pour les acteurs gouvernementaux :

- ⇒ les conventions pertinentes de l'OIT ainsi que les instruments et les mécanismes internationaux concernant les PIT ;
- ⇒ la méthodologie de travail avec les autochtones ;
- ⇒ les principes de participation et de consultation.

- ⇒ Comment concilier la lutte contre la pauvreté avec le respect des valeurs traditionnelles et le mode d'organisation sociale des PIT ?
- ⇒ Les règles à observer pour une bonne participation des PIT à la formulation des politiques publiques
- ⇒ le guide d'identification des besoins de formation dans les communautés indigènes ;

### 3. pour la société civile :

- ⇒ les lois et les procédures administratives et judiciaires en vigueur au Cameroun ;
- ⇒ la méthodologie de travail avec les autochtones ;
- ⇒ les techniques de lobbying et de plaidoyer ;
- ⇒ les conventions pertinentes de l'OIT ainsi que les instruments et les mécanismes internationaux concernant les PIT.
- ⇒ le guide d'animation des ateliers de formations au profit des PIT ;

### 4. pour les leaders et formateurs autochtones :

- ⇒ management ;
- ⇒ la gestion du cycle de projet ;
- ⇒ les lois et les procédures administratives et judiciaires en vigueur au Cameroun ;
- ⇒ les conventions pertinentes de l'OIT ainsi que les instruments et les mécanismes internationaux concernant les PIT ;
- ⇒ les techniques de lobbying et de plaidoyer ;
- ⇒ Le droit au travail et les défis culturels des PIT.

### 5. pour les syndicats

- ⇒ les conventions pertinentes de l'OIT ainsi que les instruments et les mécanismes internationaux concernant les PIT

## ANNEXES 1 : Liste des personnes et des organisations rencontrées

N°	Noms et prénoms	Organisation	Fonction
<b>Acteurs gouvernementaux</b>			
1	Mme Belinga	DDAS Abong-Mbang	Députée Départementale
2	Libam	DDFOF Abong-Mbang	Député Départemental
3	Ngo'o Albert	DDEDUB Abong-Mbang	Chef de service de la statistique et de l'orientation scolaire
4	Nsamé Denis	Hôpital Abong-Mbang	Directeur
5	Abondo Mathieu	DDDAF Abong-Mbang	Chef de service des Affaires foncières
6	Dapla Fidèle	Parquet Abong-Mbang	Procureur
7	Manga Jean Marie	MINDAF	Sous-directeur des Affaires Domaniales
8	Bengono Alain Gustave	MINFOF	Inspecteur Général n°1
9	Adji Ibrahima	MINEDUB	Directeur de l'enseignement maternel, primaire et normal
10	Wansi Victor Mirabeau	Parquet Ngaoundéré	Procureur de la république
11	Halidou Djingui	DPAS N'déré	Député Provincial
12	Yaou Ibrahim	DPDAF Ngaoundéré	Député Provincial
13	Ndi Timngum Edward	DPDAF Bamenda	Député Provincial
14	Ngong Joseph	District de santé Bamenda	Chef de bureau santé
15	Tanéké Etienne	MINJUSTICE	Sous-Directeur de la législation administrative et financière
16	Kamga Fotso	MINTRAVAIL	Assistant Cellule des normes du travail
17	Jean Christophe Tabue Tchwaket	MINAS	Inspecteur des affaires sociales
18	Roger Elonga	Délégation provinciale du MINAS Yaoundé	Coordonnateur du projet PADES Baka
19	Sibetcheu Daniel	MINSANTE	Directeur de la promotion de la santé
20	Mme Nama	MINREX	Sous-directeur des

			organes des Nations Unies
21	Soa Françoise	MINPLADAT	
17	Nkouélika Dieudonné	DPTRAVAIL Ngaoundéré	Délégué Provincial
<b>ONG locales et internationales</b>			
	Nzol Bissack Honoré	OAPIDE	Coordonnateur
	Ntolo Patricia	CADDAP	Chef de programme
	Tah Charles	SIRDEP	Chef de programmes
	Belmond Tchoumba	CED	Coordonnateur des programmes
	Elisabeth Fouda	INADES Formation	Formatrice
	Philippe	PLAN Cameroon	Coordonnateur de projets
	Bidima Antoine	CBCS	Conservation site officer
	Liliane Njock	UNICEF	
	Abega Séverin Cécile	IRSA	Anthropologue
	Bigombé Patrice	CERAD	Directeur
<b>Leaders et organisations autochtones</b>			
	Mme Hawe Bouba	AIWO-CAN	Coordinator
	Me Youssoufou	Huissier N'déré	Conseil Mboscuda
	Dr Hamadama Hassan	DPMINEPIA	Président Mboscuda
	Mme Zénabou Hamadjouké	FEMBOBAT	Présidente
	M. Messe Venant	Okani	Directeur
	M. Bambo Roger	GICACYMA	Membre bureau directeur
	M. Aliou Sali	MBOSCUDA (Nord Ouest)	Délégué Antenne de Bamenda
	Mme Ayé Mondo Hélène	CADDAP	Directrice
<b>Organisations syndicales</b>			
	Zambo Jean Marie	CSTC	Secrétaire Général
	Sadjo Ousmanou	GICAM	

## LITTÉRATURE ET DOCUMENTATION CONSULTEES

- Albert K. BARUME, (2005), Etude sur le cadre légal pour la protection des droits des peuples indigènes et tribaux au Cameroun, Genève, BIT
- Belmond TCHOUMBA, (2005), Peuples indigènes et tribaux et stratégies de réduction de la pauvreté au Cameroun, Genève, BIT/CED
- Belmond TCHOUMBA et al. (2006), Les Peuples Indigènes et les Objectifs du Millénaire pour le développement BIT/CED, Yaoundé
- BIT, (2005), Atelier National sur les Questions des Peuples Indigènes et Tribaux, Yaoundé
- Clark, R. C. (1987) Developing Technical Training. Phoenix : Buzzards Bay Press.
- Cooperazione Italiana et OIT, 2006, Les droits des peuples autochtones : instruments et bonnes pratiques. Rapport final, Yaoundé
- Lapointe, J.J. (1992) La conduite d'une étude de besoins en éducation et en formation. Une approche systémique. Sillery : Presses de l'Université du Québec.
- OIT, (1930) convention n°29 sur le travail forcé. Genève
- OIT, (1948) convention n°87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical Genève
- OIT, (1949) convention n°98 sur le droit d'organisation et de négociation collective Genève
- OIT, (1951) convention n°100 sur l'égalité de rémunération Genève
- OIT, (1957) convention n°105 sur l'abolition du travail forcé Genève
- OIT, (1958) convention n°111 concernant la discrimination (emploi et profession) Genève
- OIT, (1973) convention n°138 sur l'âge minimum Genève
- OIT, (1999) convention n°182 sur les pires formes de travail des enfants Genève
- Robinson, D.G. & Robinson, J.C. (1989) Training for Impact. How to link training to business needs and measure the results. San Francisco : Jossey-Bass Publ.
- Rossett, A. (1987) Training Needs Assessment. New-Jersey : Educational Technology Publications
- Séverin Cécile Abéga et Patrice Bigombe Logo, (2007), La marginalisation des pygmées d'Afrique centrale, essai, Yaoundé, éditions Afrédit
- Soyer, J. (1998) Fonction formation. 2<sup>e</sup> édition. Paris : Éditions de l'Organisation.
- Stolovitch, H.D. & Keeps, E.J.(Eds) (1992) Handbook of Human Performance

# ELEMENTS DE BUDGET

## 1 – Elaboration des modules de formation

### 1.1 – Eléments d'évaluation des coûts

- ⇒ Elaboration de la note méthodologique (1 jour)
- ⇒ Recherche et exploitation documentaires (2 jours)
- ⇒ Identification participative des besoins prioritaires de formation (10 jours de mission terrain)
- ⇒ Développement des modules (15 jours)
- ⇒ Restitution de l'analyse des besoins de formation (1jour : préparation et restitution)
- ⇒ Mise en forme du document final (1 jour)

N.B. : l'activité devrait être menée par une équipe pluridisciplinaire d'au moins deux personnes constituée d'un socio économiste et d'un juriste ayant d'excellentes connaissances dans le domaine de la formation.

### 1.2 – Coût de l'activité

Libellé	Unité	Quantité	Prix unitaire FCFA	Prix total FCFA
Honoraires	Jours	30		
Débours	Jours	10		
Déplacements (terrain et ville)	Km	1500		
Communication (appels téléphoniques, photocopies, email, saisie...)	-	Forfait		
<b>TOTAL</b>	-	-	-	

## 2 – Elaboration des outils de formation

### 2.1 – Eléments d'évaluation des coûts

- ⇒ Elaboration de la note méthodologique (1 jour)
- ⇒ Recherche et exploitation documentaires (3 jours)
- ⇒ Développement des outils (20 jours par outil)
- ⇒ Test de l'outil auprès de différents groupes cibles (5 jours de mission terrain)
- ⇒ Amélioration de l'outil (1 jour)
- ⇒ Développement d'un dispositif d'évaluation de la performance de l'outil (2 jours)

### 2.2 – Coût de l'activité

- ⇒ Le temps nécessaire pour développer un outil est de 28 h/j hormis la note méthodologique et la recherche documentaire
- ⇒ Les missions terrain vont nécessiter 5h/j
- ⇒ Les déplacements concernent le terrain et la ville

N.B. : l'activité devrait être menée par une équipe pluridisciplinaire d'au moins deux personnes constituée d'un spécialiste en modélisation et d'une personne ayant d'excellentes connaissances dans le domaine de la formation